

Cette Notice est le résumé de la convention d'assurance collective n° 2653/659, réservée aux titulaires d'un compte de crédit renouvelable consenti par BNP Paribas Personal Finance, S. A. au capital de 561 882 202 euros - 542 097 902 R.C.S Paris - Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris - N° ORIAS : 07 023 128 (www.orias.fr) - N° ADEME : FR200182_03KJLJ ci-après dénommé « le Prêteur », entreprise soumise à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 Place de Budapest CS 92459, 75436 Paris Cedex 09, et souscrite par ce dernier auprès de - CARDIF Assurance Vie - S. A. au capital de 719 167 488,00 euros - 732 028 154 R.C.S Paris - Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris pour les risques Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et de CARDIF-Assurances Risques Divers - S. A. au capital de 21 602 240,00 euros - 308 896 547 R.C.S Paris - Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 Paris, pour les risques Incapacité Temporaire Totale de travail et Perte d'emploi, ci-après dénommées « l'Assureur » ou "CARDIF" - Entreprises régies par le Code des assurances.

LEXIQUE

Accident : atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'Assuré, provenant de l'action soudaine et imprévisible d'une cause extérieure. Ne sont donc pas des accidents au sens du contrat : le suicide et les suites et conséquences des tentatives de suicide ; les maladies, leurs conséquences ainsi que les interventions chirurgicales et leurs suites directes ou indirectes. A titre d'exemple, un « accident vasculaire » ou une hémorragie interne sans cause traumatique ne sont pas des accidents.

Adhèrent : personne physique, titulaire d'un compte de crédit renouvelable consenti par le Prêteur en France et ayant signé la Demande d'adhésion. Il est le payeur des cotisations et également dénommé « Assuré ».

Carence : période au cours de laquelle la garantie ne s'applique pas.

Chômage partiel : est considéré comme du chômage partiel le licenciement de l'Assuré de l'emploi salarié (ou des emplois salariés) qui lui procurai(en)t moins de 70% de sa rémunération mensuelle moyenne calculée sur les 12 derniers mois et ouvrant droit au versement des allocations de chômage de la part du Pôle Emploi ou organismes assimilés.

Contrat à distance : tout contrat conclu entre un professionnel et un consommateur, dans le cadre d'un système organisé de vente ou de prestation de services à distance, sans la présence physique simultanée des parties, par le recours exclusif à une ou plusieurs techniques de communication à distance, jusqu'à et y compris la conclusion de l'adhésion (téléphone, e-mail...).

Espace Economique Européen : les États membres de l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

Franchise : nombre minimum de jours consécutifs d'arrêt de travail ou de chômage au-delà duquel une indemnisation est possible.

Incapacité Temporaire Totale de Travail (ITT) : est considéré en état d'Incapacité Temporaire Totale de Travail par l'Assureur, l'Assuré dont l'état de santé, constaté sur prescription médicale par suite de maladie ou d'accident, interdit l'exercice d'une activité professionnelle et qui, en outre, n'exerce aucune autre activité ou occupation, même de surveillance ou de direction, susceptible de lui procurer salaire, gain ou profit. L'Assuré doit également exercer une activité professionnelle rémunérée ou percevoir des allocations du Pôle emploi ou d'organismes assimilés au jour du sinistre.

Perte d'Emploi suite à un licenciement : est considérée comme une Perte d'Emploi suite à un licenciement, le licenciement de l'Assuré, ouvrant droit au versement des allocations de chômage de la part du Pôle Emploi ou organismes assimilés. En cas de multi-employeurs, la Perte d'Emploi s'entend du licenciement de l'Assuré de l'emploi salarié (ou des emplois salariés) qui lui procurai(en)t au moins 70% de sa rémunération mensuelle moyenne calculée sur les 12 derniers mois et ouvrant droit au versement des allocations de chômage de la part du Pôle Emploi ou organismes assimilés.

Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA) : est considéré en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'Assuré :

- reconnu inapte par l'Assureur à tout travail à la suite d'une maladie ou d'un accident, et définitivement incapable de se livrer à une activité, même de surveillance ou de direction, susceptible de lui procurer salaire, gain ou profit, et devant avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer au moins trois des quatre actes ordinaires de la vie courante (se laver, se nourrir, se vêtir, se déplacer).

Signature : signature manuscrite ou électronique

Union européenne (au 1er janvier 2023) : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Article 1 - Objet du contrat :

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Adhèrent contre les risques de Décès, de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, d'Incapacité Temporaire Totale de Travail et de Perte d'Emploi suite à un licenciement survenant avant le terme de ses engagements au titre du crédit consenti par le Prêteur.

Au titre du présent contrat, le montant du crédit garanti ne peut excéder 16 000 euros. En fonction de son âge et de sa situation professionnelle, l'Adhèrent peut opter pour l'une des formules de garanties suivantes :

- **D** "Décès" (D) seul ;
- **DIM** "Décès" (D), "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I), "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M) ;
- **DIMC** "Décès" (D), "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I), "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M), "Perte d'Emploi suite à Licenciement" (C).

Le changement de formule en cours d'adhésion est impossible.

Article 2 - Conditions d'admission :

Est admissible à la présente assurance et sera désignée sous le terme d'Assuré, toute personne physique résidente en France et ayant rempli et signé la demande d'adhésion.

En cas de prêt consenti à deux emprunteurs distincts, le co-emprunteur ne peut pas adhérer à cette assurance. Il ne sera donc pas couvert par le présent contrat.

Conditions d'admission complémentaires, à la date de signature de la demande d'adhésion:

Pour la formule **D** « Décès seul » :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 75 ans

Pour la formule **DIM** :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 65 ans

- exercer une activité professionnelle (salariée ou non) ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés

Pour la formule **DIMC** :

- être âgé de plus de 18 ans et de moins de 55 ans

- exercer une activité professionnelle salariée en Contrat à Durée Indéterminée

Nous attirons votre attention sur le fait que toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou déclaration inexacte peut entraîner l'application des sanctions prévues par les articles :

> L.113-8 du Code des assurances : « indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre. Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts. »

ou > L.113-9 du Code des assurances : « L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés. »

Article 3 – Conclusion du contrat, prise d'effet et durée des garanties :

• Date de conclusion du contrat :

Le contrat est conclu en cas de vente en face à face ou d'adhésion à distance, à la date de signature de la Demande d'adhésion.

Toutefois, le contrat n'est pas conclu si l'Adhèrent fait l'objet de mesures restrictives ou de gel des avoirs en vertu du règlement européen n° 2580/2001 du 27 décembre 2001 ou des articles L 562-1 et suivants du code monétaire et financier.

- **Durée du contrat :**

Le contrat est conclu pour un an, et se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

• Date de prise d'effet des garanties

- Lorsque le sinistre est d'origine accidentelle :

Les garanties décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail prennent effet à la date de conclusion du contrat

La garantie Perte d'Emploi suite à Licenciement ne peut pas être d'origine accidentelle.

• Dans les autres cas :

Toutes les garanties prennent effet, **après un délai de carence de 180 jours à compter de la date de conclusion du contrat.**

• Cas particulier : le crédit remplace un crédit déjà assuré depuis plus de 180 jours :

- si vous choisissez une formule identique ou moins couvrante que celle choisie pour le crédit initial : aucun délai de carence n'est appliqué.

- Si vous choisissez une formule plus couvrante que celle choisie pour le crédit initial: la carence s'applique aux garanties supplémentaires (non souscrites initialement). Toutefois, cette carence ne s'appliquera pas aux garanties décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail si le sinistre est d'origine accidentelle.

Toutefois, en cas de vente à distance, vous êtes couvert gratuitement selon la formule choisie pour la période comprise entre le déblocage des fonds et la fin du délai de renonciation. Pendant cette période, les garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, et Incapacité Temporaire Totale de Travail pourront donc être mises en œuvre si le sinistre est d'origine accidentelle.

• Cessation des garanties :

Les garanties cessent :

- en cas de résiliation du contrat suite au non-paiement des primes d'assurance conformément à l'article L 113-3 du Code des assurances,

- à la date d'expiration des engagements de l'Assuré, tels que définis dans le contrat de crédit et ses avenants éventuels,

- en cas de remboursement anticipé total du prêt quelle qu'en soit la cause,

- à la date de la mise en jeu des garanties Décès ou Perte Totale et Irréversible d'Autonomie de l'Assuré,
- en cas de résiliation du contrat d'assurance demandée par l'Adhérent lors de la première année d'assurance, au moins deux mois avant la date d'échéance. Cette résiliation prend effet à la date d'échéance du contrat. Ce droit de résiliation appartient à l'Assureur dans les mêmes conditions.
- en cas de résiliation demandée par l'Adhérent à tout moment après la première année d'assurance.

La résiliation prend effet à la fin du mois qui suit la réception de la lettre de résiliation.

La résiliation se fait :

- par courrier adressé à BNP Paribas Personal Finance - Service Client - 95908 Cergy Pontoise cedex 09, ou
- en ligne sur le site ou via le lien URL : www.cetelem.fr,
- par tout autre moyen aux adresses et points de contacts habituels et précisés lors de l'adhésion au contrat.

De plus, les garanties cessent, au plus tard :

- pour la garantie Décès, dès la fin du mois du 80ème anniversaire de l'Adhérent.
- pour les garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité Temporaire Totale de travail dès la fin du mois où survient l'un des événements suivants :
 - le 67ème anniversaire de l'Adhérent,
 - la cessation définitive de l'activité professionnelle de l'Adhérent (sauf pour raisons médicales),
 - le départ ou la mise en préretraite ou en retraite de l'Adhérent (sauf pour raisons médicales),
 - la liquidation de toute pension de retraite (sauf pour raisons médicales).
- pour la garantie Perte d'Emploi suite à un licenciement, dès la fin du mois où survient l'un des événements suivants :
 - la reprise d'une activité professionnelle (même partielle),
 - la fin d'éligibilité définitive de l'Assuré au versement des allocations de chômage par le Pôle Emploi ou organisme assimilé,
 - la cessation définitive de l'activité professionnelle de l'Adhérent,
 - le départ ou mise en préretraite ou en retraite de l'Adhérent,
 - la liquidation de toute pension de retraite.

Article 4 - Garantie "Décès" (D) :

L'Assureur règle au Prêteur le solde du compte de crédit renouvelable à la date du décès.

Lorsque le sinistre n'est pas d'origine accidentelle, il doit s'être produit après le délai de carence de 180 jours pour être indemnisé par l'Assureur.

Article 5 - Garantie "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" (I) :

Pour bénéficier de la garantie Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'Assuré doit exercer une activité professionnelle ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés au jour du sinistre.

L'Assureur règle au Prêteur le solde du compte de crédit renouvelable à la date de la constatation médicale de l'état ayant entraîné la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie reconnu par l'Assureur, diminué des prises en charge faites au titre de la garantie Incapacité Temporaire Totale de travail.

Lorsque le sinistre n'est pas d'origine accidentelle, il doit s'être produit après le délai de carence de 180 jours pour être indemnisé par l'Assureur.

Article 6 - Garantie "Incapacité Temporaire Totale de travail" (M) :

Pour bénéficier de la garantie Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assuré doit :

- être en interruption totale et continue de travail constatée médicalement depuis au moins 30 ou 90 jours consécutifs (franchise différente selon la formule souscrite) par suite de maladie ou d'accident survenu(e) après la date de prise d'effet de la garantie,
- exercer une activité professionnelle ou percevoir des allocations du Pôle Emploi ou organismes assimilés au 1er jour d'arrêt de travail.

- Si vous avez souscrit la formule DIMC :

Si le sinistre est d'origine accidentelle :

A l'expiration d'un délai de franchise de 90 jours consécutifs d'Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance dans les limites fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

Dans les autres cas :

En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur, intervient au plus tôt après le 91ème jour d'Incapacité Temporaire Totale de travail (franchise) soit le 271ème jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

- Si vous avez souscrit la formule DIM :

Si le sinistre est d'origine accidentelle

A l'expiration d'un délai de franchise de 30 jours consécutifs d'Incapacité Temporaire Totale de travail, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance dans les limites fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES

Dans les autres cas :

En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur, intervient au plus tôt après le 31ème jour d'Incapacité Temporaire Totale de travail (franchise) soit le 211ème jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

Article 7 - Garantie "Perte d'Emploi suite à un licenciement" (C) :

Pour pouvoir bénéficier de la garantie Perte d'Emploi suite à un licenciement, l'Assuré doit :

- avoir fait l'objet d'un licenciement notifié plus de 180 jours (délai de carence) après la date de conclusion du contrat ;
- percevoir une indemnisation de la part de Pôle Emploi ou organismes assimilés ;
- être en interruption totale et continue de travail suite à cette Perte d'Emploi depuis au moins 90 jours consécutifs (franchise).

A l'expiration d'une période de franchise de 90 jours consécutifs de chômage total et continu indemnisé par Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés, l'Assureur règle au Prêteur les mensualités de crédit venant à échéance à partir du 91ème jour suivant le premier jour d'indemnisation par Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés.

En tenant compte du délai de carence de 180 jours, la prise en charge de l'Assureur au titre de la Perte d'Emploi intervient au plus tôt après le 91ème jour d'arrêt de travail (franchise) soit le 271ème jour suivant la date de signature de la demande d'adhésion et dans les limites et conditions fixées par l'Article 8 LIMITATION DES GARANTIES.

Article 8 - Limitation des garanties :

Pour chacune des garanties Incapacité Temporaire Totale de travail et Perte d'Emploi à la suite d'un licenciement la prise en charge ne pourra excéder 18 remboursements mensuels en un ou plusieurs sinistres. Les droits seront reconstitués 2 ans (730 jours) après la dernière mensualité prise en charge pour tout sinistre dont la date de survenance est postérieure à la date de reconstitution des droits.

Par ailleurs, il est précisé que :

Toute constatation médicale de l'état de santé doit être réalisée par un médecin exerçant son activité dans un pays membre de l'Union Européenne.

- Pour la garantie « Incapacité Temporaire Totale de travail » :

- le montant du remboursement pris en compte est égal au remboursement mensuel en vigueur au 1er jour d'arrêt de travail,

- le montant du règlement total ne pourra excéder le montant du solde débiteur du compte de crédit renouvelable au 1er jour d'arrêt de travail et n'inclut pas les utilisations postérieures ;

- en cas de rechute pour les mêmes causes de maladie ou d'accident, survenant après une reprise d'activité professionnelle :

- si vous avez repris le travail pendant plus de 12 mois sans consultation médicale, sans traitement et sans hospitalisation pour ces mêmes causes, votre rechute est considérée comme un nouveau sinistre indépendant du premier

- dans tous les autres cas, la rechute est considérée comme une suite de votre précédent arrêt de travail : prise en charge dès le 1er jour du nouvel arrêt, règlement à concurrence du montant du solde débiteur du compte de crédit renouvelable au 1er jour du 1er arrêt de travail, diminué des sommes déjà réglées.

- Pour la garantie « Perte d'Emploi suite à un licenciement » :

- le montant du remboursement pris en compte est égal au remboursement mensuel en vigueur à la date de notification du licenciement,

- le montant du règlement total ne pourra excéder le montant du solde débiteur de votre compte de crédit renouvelable à la date de notification du licenciement et n'inclut pas les utilisations postérieures,

- la prise en charge au titre de la garantie est interrompue en cas de suspension du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés. Elle reprendra, à compter du 1er jour de reprise du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés si l'interruption est inférieure à 120 jours.

Si l'interruption est supérieure à 120 jours, la prise en charge au titre de la garantie reprendra à compter du 91ème jour suivant la date de reprise du versement des indemnités Pôle Emploi ou d'autres organismes assimilés sans que le montant du règlement total puisse excéder le montant du solde débiteur au jour de notification du 1er licenciement.

- L'indemnisation au titre de la garantie cesse si une prise en charge est acceptée par l'Assureur au titre de la garantie "Incapacité Temporaire Totale de travail".

Article 9 - Exclusions :

Les conditions d'indemnisation s'appliquent à tout accident ou maladie survenu(e) après la date de prise d'effet des garanties, à l'exclusion des cas suivants et leurs suites, conséquences, rechutes et récidives :

- les faits intentionnels de l'Assuré,
 - des suicides intervenus au cours de la première année d'assurance,
 - des sinistres résultant de l'usage de stupéfiants ou de médicaments à dose non ordonnée médicalement, l'état d'ivresse (taux supérieur ou égal au taux d'alcoolémie défini dans le Code de la route en vigueur au jour du sinistre) lorsque l'Assuré conduisait le véhicule accidenté,
 - la participation active à des crimes, des délits, des duels ou des luttes, sauf en cas de légitime défense, d'accomplissement du devoir professionnel ou d'assistance à personne en danger,
 - les conséquences de guerres civiles ou étrangères, d'émeutes, de mouvements populaires, survenant dans un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen, ou autre que les Etats-Unis, le Canada ou la Suisse,
 - les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagements de chaleur, et d'irradiation provenant de la transmutation des noyaux d'atome,
 - la manipulation d'engins explosifs, de produits inflammables ou toxiques, d'armes à feu.

En outre, pour la garantie « Incapacité Temporaire Totale de travail » :

- des arrêts de travail dus au congé légal de maternité,
 - des atteintes disco-vertébrales et leurs conséquences n'ayant pas nécessité d'intervention chirurgicale dans les 3 mois suivant le 1er jour d'arrêt de travail,
 - des troubles anxio dépressifs, psychiques, psychiatriques, la fibromyalgie, la spasmophilie, et leurs conséquences n'ayant pas nécessité d'hospitalisation d'une durée minimum de 30 jours continus dans les 3 mois suivant le 1er jour d'arrêt de travail. Les conséquences du harcèlement professionnel et du burn-out sont assimilés à des troubles anxio-dépressifs.

En outre, pour la garantie « Perte d'Emploi suite à licenciement » :

- des licenciements notifiés avant la date de prise d'effet de la garantie Perte d'Emploi suite à licenciement,
 - des licenciements entre conjoints, ascendants ou descendants,
 - des licenciements pour faute grave ou lourde,
 - des périodes de formation professionnelle si l'Adhérent perçoit des allocations de formation,
 - des ruptures avant terme ou des arrivées à terme des contrats de travail à durée déterminée ou conclus pour la durée d'un chantier survenues dans les 2 premières années d'assurance pour le présent crédit,
 - des ruptures avant terme ou des arrivées à terme des contrats de travail à durée déterminée ou conclus pour la durée d'un chantier dont la durée cumulée est inférieure à 2 ans et survenues après les 2 premières années d'assurance pour le présent crédit,
 - des ruptures conventionnelles au sens des articles L. 1237-11 et suivants du Code du travail.

Article 10 - Conditions de prise en charge :

Pour la demande de prise en charge, il suffit de prévenir le Prêteur qui transmettra la déclaration à l'Assureur. Ce dernier indiquera la liste des pièces justificatives à fournir, et notamment :

en cas de décès :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou le certificat médical établi par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté le décès et précisant la nature, les circonstances, la date et le lieu du décès
 - L'acte de décès

En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou un certificat médical établi par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté l'invalidité et précisant la nature, les circonstances, le degré d'invalidité, la date de mise en invalidité

- La notification de mise en invalidité par la Sécurité Sociale ou organisme assimilé

Pour l'Incapacité Temporaire Totale de travail :

- Le questionnaire médical fourni par Cardif ou un certificat médical par votre médecin traitant ou le médecin ayant constaté l'incapacité et précisant la nature, les circonstances, et la durée prévue de l'incapacité.

- Les décomptes de règlement des indemnités journalières de la Sécurité Sociale ou organisme assimilé,

- Tout document daté de moins de 3 mois justifiant de l'activité professionnelle à la date de survenance du sinistre

Pour la Perte d'Emploi suite à un licenciement :

- La lettre de licenciement remise par l'employeur

- La notification de prise en charge Pôle Emploi ou organisme assimilé

- Les décomptes de prestations versées par les Pôle Emploi ou les organismes assimilés

Les sinistres doivent être déclarés dans un délai maximum de 12 mois après leur survenance. **En cas de déclaration tardive, une déchéance (perte du droit à garantie) peut être opposée à l'Assuré si l'Assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice (article L113-2 du code des assurances).**

Le montant pris en charge correspond au solde du compte de crédit renouvelable au jour du sinistre dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 pour les garanties décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou aux mensualités de crédit venant à échéance à compter du

sinistre dans les conditions fixées aux articles 6 et 7 pour les garanties Incapacité Temporaire Totale de travail et Perte d'Emploi suite à un licenciement.

Pour apprécier le bien-fondé de la demande de prise en charge, l'Assureur peut réclamer tous documents administratifs ou médicaux, ou se réserver le droit de soumettre l'Assuré à un examen médical qui sera réalisé en France auprès d'un médecin indépendant qu'il désignera à cet effet. Les frais relatifs à l'examen médical sont alors à la charge de l'Assureur. A ses frais,

l'Assuré a la possibilité de se faire assister du médecin de son choix ou d'opposer les conclusions de son propre médecin expert.

Le refus de communiquer ces documents ou de se rendre à l'examen médical sera considéré comme une renonciation aux garanties. L'Assureur peut également procéder à tout contrôle en cours de prise en charge dont la conséquence peut être l'arrêt de l'indemnisation.

L'appréciation par l'Assureur des notions d'invalidité ou d'incapacité n'est pas liée à la décision de la Sécurité sociale, du médecin du travail ou tout autre organisme.

Les sommes dues par l'Assureur au titre des prises en charge sont réglées directement au Prêteur.

Sauf circonstances particulières et sous réserve de l'accord de Cardif, tout paiement interviendra par crédit d'un compte bancaire ouvert au nom du Prêteur dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace Economique Européen ou membre de l'Espace unique de paiement en euros (SEPA) et sera libellé en euros.

Par conséquent, Cardif pourra légitimement refuser de procéder à tout paiement par crédit d'un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou libellé dans une devise autre que l'euro.

En outre, Cardif n'accordera aucune garantie ou prestation ni aucun paiement au titre de ce Contrat, dès lors que la mise en œuvre d'une telle garantie, la fourniture d'une telle prestation ou un tel paiement l'exposerait à une sanction, prohibition ou restriction résultant d'une loi ou règlement des Nations Unies ou de l'Union européenne en matière de sanction économique, ou toute autre règle ou loi applicable relative à des sanctions économiques ou commerciales.

TABLEAU SYNTHETIQUE DE LA CARENCE, DE LA FRANCHISE, ET DE LA PRISE EN CHARGE PAR GARANTIE :

L'ensemble des carences, franchises, ainsi que les conditions et limites des prises en charge sont détaillées dans les articles 3 à 8 de la présente notice

GARANTIE	CARENCE		FRANCHISE		PRISE EN CHARGE
	Sinistre accidentel	Autres cas	Formule DIM	Formule DIMC	
D	0 jour	180 jours	0 jour	0 jour	Solde du compte de crédit renouvelable
I					
M			30 jours	90 jours	18 mensualités maximum
C	Sans objet		Sans objet		

Article 11 - Coût de l'assurance :

Le coût de l'assurance est indiqué dans l'offre de contrat de crédit et dans la demande d'adhésion. Les primes sont perçues pour le compte de l'Assureur en même temps que les échéances de crédit. Le Prêteur règle mensuellement les primes à l'Assureur. L'Assureur pourra modifier le taux de prime à condition de prévenir l'Adhérent 3 mois avant son entrée en vigueur par l'intermédiaire du Prêteur. Une telle modification ne peut intervenir que si l'évolution des caractéristiques actuarielles du groupe assuré le justifie.

Dans le mois suivant cette notification, l'Adhérent pourra refuser la modification en résiliant par lettre simple son adhésion. A défaut, il sera réputé avoir accepté.

Le taux des cotisations pourra également être révisé à la date d'échéance des cotisations d'assurance la plus proche si les Pouvoirs Publics modifient le taux de la taxe incluse dans les cotisations.

Le paiement des cotisations doit intervenir par débit d'un compte bancaire ouvert au nom de l'Adhérent dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie de l'Espace économique européen ou membre de l'Espace unique de paiement en euros (SEPA) et être libellé en euros. Tout paiement provenant d'un compte ouvert auprès d'un établissement situé sur un autre territoire ou dans une devise autre que l'euro pourra être refusé.

A défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation dans les 10 jours qui suivent son échéance, il est adressé à l'adhérent une lettre recommandée l'invitant à s'acquitter du montant dû. Cette lettre recommandée indiquera que si 30 jours après son envoi, la ou les cotisations ou fraction de cotisation due(s) n'est ou ne sont toujours pas payée(s), les garanties peuvent être suspendues. L'assureur a le droit de résilier le contrat 10 jours après l'expiration du délai de 30 jours (article L 113-3 du Code des assurances).

Article 12 - Faculté de renonciation :

- En cas de démarchage (conformément à l'article L 112-9 du Code des Assurances) :

« Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pendant le délai de 14 jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités. »

Dans ce cas l'Adhérent peut renoncer à son adhésion pendant 14 jours calendaires révolus à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, date à laquelle est conclue l'opération d'assurance. L'Adhérent doit pour cela adresser à l'Assureur une lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse suivante BNP Paribas Personal Finance - Service Client - 95908 Cergy Pontoise cedex 09, rédigée par exemple selon le modèle suivant : "Je soussigné (M./Mme, nom, prénom, adresse) déclare renoncer à mon contrat N° (le (date) Signature".

- En cas de vente à distance ou de vente en face à face

L'Adhérent bénéficie de la faculté de renonciation selon les modalités ci-dessus. Le délai de renonciation court à compter de la date de signature de la demande d'adhésion.

L'Assureur rembourse, le cas échéant, l'intégralité des sommes éventuellement versées par l'Adhérent dans un délai maximum de 30 jours calendaires révolus à compter de la réception de la lettre de renonciation.

A compter de l'envoi de cette lettre, le contrat et les garanties prennent fin.

Article 13 – Généralités :

La langue utilisée pendant les relations précontractuelles et la durée du contrat est le français. Les relations précontractuelles et le présent contrat sont régis par le droit français. Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du présent contrat sera de la compétence des juridictions françaises.

Le Prêteur et les Assurés au titre du présent contrat bénéficient du Fonds de Garantie des assureurs de personnes, dans les limites de la réglementation applicable, pour les seules garanties "Décès", "Perte Totale et Irréversible d'Autonomie" et "Incapacité Temporaire Totale de travail".

Article 14 – Demandes d'information et réclamations :

Pour toute réclamation :

L'Assureur met tout en œuvre, pour assurer le traitement des réclamations qui lui sont adressées, dans les meilleurs délais.

Il s'engage à en accuser réception dans les dix jours ouvrables et à y apporter une réponse, dans un délai d'un mois.

Ces délais s'entendent à compter de la date d'envoi de la réclamation, cachet de la poste faisant foi.

Si des circonstances exceptionnelles venaient à justifier d'un délai de traitement plus long, l'Assuré en sera dûment informé.

Pour toute réclamation liée à l'adhésion au contrat et aux événements en cours d'adhésion notamment relatifs aux cotisations et modifications de ses données personnelles et coordonnées, l'Adhérent peut s'adresser à l'Assureur et son gestionnaire par courrier à l'adresse suivante :

BNP Paribas Personal Finance
- Service Client - 95908 Cergy Pontoise cedex 09
Ou par téléphone au : 09 69 32 05 03 (Appel non surtaxé)

Pour toute réclamation liée au traitement du sinistre, l'Adhérent peut s'adresser à l'Assureur par courrier à l'adresse suivante :

BNP Paribas Cardif
Service Réclamations Prévoyance
TSA 60004
92729 Nanterre Cedex

En l'absence de réponse, l'assuré a la possibilité de saisir la Médiation de l'Assurance, dans un délai de 2 mois à compter de l'envoi de sa réclamation.

En cas de désaccord avec la réponse apportée à sa réclamation par l'Assureur, l'Assuré a également la possibilité de saisir sans délai, la Médiation de l'Assurance.

Les modalités d'accès sont les suivantes :

- par voie électronique en complétant le formulaire de saisine figurant sur le site internet: www.mediation-assurance.org
- par voie postale à l'adresse suivante :

La Médiation de l'Assurance
TSA 50 110
75441 Paris cedex 09

Le Médiateur de l'assurance est une personne extérieure et indépendante de CARDIF. La sollicitation du Médiateur de l'Assurance est le dernier recours amiable avant d'entreprendre une démarche judiciaire.

La procédure est écrite, gratuite, et confidentielle.

La Charte de la Médiation ainsi que les conditions d'accès au Médiateur sont disponibles sur le site internet de l'association La Médiation de l'Assurance (www.mediation-assurance.org).

Les dispositions de la présente section, relative au processus pour effectuer une réclamation, s'entendent sans préjudice des autres voies d'actions légales que vous pouvez exercer à tout instant.

Article 15 – Prescription :

Les articles ci-dessous précisent le délai dans lequel les demandes relatives à votre adhésion sont recevables.

Conformément à l'article L. 114-1 du Code des assurances, « toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui leur donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé ».

Conformément à l'article L.192-1 du Code des assurances « si l'adhérent a sa résidence principale dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, le délai prévu à l'article L.114-1, alinéa 1er, est porté à cinq ans en matière d'assurance vie ».

Conformément à l'article L. 114-2 du Code des assurances, « la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique avec accusé de réception adressées par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Conformément aux dispositions des articles 2240 à 2244 du Code civil :

« La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription » ;

> « La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion » ;

> « Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure » ;

> « L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance » et cette interruption « est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée » ;

> « Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée ».

Conformément à l'article L. 114-3 du Code des assurances, « par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci ».

Conformément aux dispositions des articles 2233 à 2239 du Code civil :

« La prescription ne court pas : à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive ; à l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que ce terme soit arrivé » ;

> « La prescription ne court pas ou est suspendue contre celui qui est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure » ;

> « Elle ne court pas ou est suspendue contre les mineurs non émancipés et les majeurs en tutelle, sauf pour les actions en paiement ou en répétition des salaires, arrérages de rente, pensions alimentaires, loyers, fermages, charges locatives, intérêts des sommes prêtées et, généralement, les actions en paiement de tout ce qui est payable par années ou à des termes périodiques plus courts » ;

> « Elle ne court pas ou est suspendue entre époux, ainsi qu'entre partenaires liés par un pacte civil de solidarité » ;

> « Elle ne court pas ou est suspendue contre l'héritier acceptant à concurrence de l'actif net, à l'égard des créances qu'il a contre la succession » ;

> « La prescription est suspendue à compter du jour où, après la survenance d'un litige, les parties conviennent de recourir à la médiation ou à la consolidation ou, à défaut d'accord écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation ou de conciliation.

La prescription est également suspendue à compter de la conclusion d'une convention de procédure participative. Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter de la date à laquelle soit l'une des parties ou les deux, soit le médiateur ou le conciliateur déclarent que la médiation ou la conciliation est terminée. En cas de convention de procédure participative, le délai de prescription recommence à courir à compter du terme de la convention, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois » ;

> « La prescription est également suspendue lorsque le juge fait droit à une demande de mesure d'instruction présentée avant tout procès. Le délai de prescription recommence à courir, pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, à compter du jour où la mesure a été exécutée ».

Article 16 – Contrat sous forme électronique

Le présent contrat est sous forme électronique en cas d'adhésion dématérialisée sur le lieu de vente.

Preuve du Contrat : La preuve de ce contrat peut être établie conformément aux articles 1366 et 1368 du Code civil.

L'Adhèrent convient que la signature électronique utilisée pour signer le contrat sera admise au même titre qu'une signature manuscrite sur support papier.

Accès au Contrat par l'Adhèrent : L'original du contrat, entendu comme le document figé ayant reçu l'accord des parties, est conservé sous forme électronique par le Prêteur selon des modalités techniques dûment documentées permettant de préserver l'intégrité du contrat et d'attester de sa conclusion. Conformément à l'article 1375 du Code civil relatif aux originaux des conventions synallagmatiques, le dispositif technique mis en œuvre par le Prêteur permet à l'Adhèrent de demander à tout moment d'avoir accès à l'original de son contrat, en suivant les instructions portées sur le courrier électronique envoyé à l'Adhèrent après la conclusion du contrat.

L'Adhèrent reconnaît et accepte que toute impression papier du contrat constitue une copie, et qu'en cas de litige portant sur le contenu du contrat, seul l'original électronique conservé par le prêteur fera foi, conformément à l'article 1379 du Code civil.

Acceptation du contrat : Si le présent contrat présenté à l'Adhèrent sur le lieu de vente convient à l'Adhèrent, celui-ci manifeste son acceptation au Prêteur en signant celui-ci électroniquement selon les modalités exposées ci-après. L'Adhèrent exprime ses choix en cochant des croix et en apposant sa signature manuscrite sur l'écran proposé à la fin de l'adhésion. Le contrat enrichi d'un fichier récapitulatif des consentements et les options choisies par l'Adhèrent sont signés électroniquement conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil : l'Adhèrent ayant été dûment identifié par l'intermédiaire du dispositif technique utilisé pour la signature électronique permet de garantir le lien entre la signature de l'Adhèrent et le contrat présenté à ce dernier.

Article 17 – Convention de preuve

L'Assureur et l'Adhèrent conviennent que les dispositions du présent article constituent entre elles une convention sur les modes de preuve recevables conformément à l'article 1368 du Code civil.

- Utilisation du Code d'accès

Avant toute déclaration de perte ou de vol du Code d'accès intervenue, tout accès au site internet ainsi que toute opération réalisée précédée de la saisie du Code d'accès est réputée émaner de l'Adhèrent. La saisie du Code d'accès vaut authentification.

- Système de double-clic

Le système de double-clic mis en place sur le site internet permet à l'Adhèrent, à la suite d'un premier clic, de visualiser un écran récapitulatif de l'opération qui lui est proposée par BNP Paribas Personal Finance, puis de valider par un second clic, ses choix récapitulés au sein d'un dernier écran tout en gardant la possibilité de revenir en arrière pour les modifier.

L'Assureur et l'Adhèrent acceptent expressément que ce dernier clic vient manifester le consentement de l'Adhèrent aux droits et obligations qui découlent des opérations qu'il réalise, et que les traces de ce dernier clic conservées par l'Assureur font preuve devant les tribunaux de la manifestation de ce consentement.

- Preuve des opérations réalisées sur le site internet

La reproduction ou l'enregistrement des opérations par tout moyen même informatique (microfiches, enregistrements, impressions ...) constitue la preuve entre l'Assureur et l'Adhèrent des opérations réalisées par l'Adhèrent sur le site internet.

Les courriers électroniques adressés à l'Adhèrent par l'Assureur ou par le Courtier, ainsi que les éventuels documents « PDF » joints ont force probante entre les parties.

- Conservation des données

Afin de sécuriser et de pouvoir apporter la preuve des opérations réalisées en ligne, BNP Paribas Personal Finance a mis en place un système de conservation électronique des données.

Seront notamment conservées dans un coffre-fort électronique les données suivantes :

- date et heure de connexion de l'Adhèrent,

- date et heure de validation des opérations en ligne (acceptation ou refus par l'Adhèrent des propositions émanant de BNP Paribas Personal Finance),

- les PDF récapitulatifs liés aux opérations en ligne.

Les données conservées dans le coffre-fort électronique font foi en cas de litige opposant l'Assureur à l'Adhèrent.

Article 18 – Contrôle de l'entreprise d'assurance :

L'organisme chargé du contrôle de CARDIF Assurance Vie et CARDIF-Assurances Risques Divers en tant qu'entreprises d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest CS 92459, 75436 Paris Cedex 09.

Article 19 – Informatique et Libertés :

Dans le cadre de la relation d'assurance, l'Assureur, en tant que responsable de traitement, est amené à recueillir auprès de l'Adhèrent des données à caractère personnel protégées par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et par le Règlement (UE) général sur la protection des données n°2016-679.

Les données à caractère personnel qui sont demandées par l'Assureur sont obligatoires. Si des données à caractère personnel demandées par l'Assureur sont facultatives, cela sera précisé au moment de leur collecte.

Les données à caractère personnel collectées par l'Assureur sont nécessaires :

a) Pour respecter les obligations légales et réglementaires auxquelles il est soumis

L'Assureur collecte les données à caractère personnel de l'Adhèrent afin d'être conforme aux différentes obligations légales et réglementaires qui s'imposent à lui, telles que : - La prévention de la fraude à l'assurance ; - La lutte contre le blanchiment d'argent et le

financement du terrorisme ; - La lutte contre la fraude fiscale, l'accomplissement des contrôles fiscaux et les obligations de notification ; - La surveillance et le report des risques que l'Assureur pourrait encourir ; - La réponse à des demandes officielles émanant d'une autorité publique ou judiciaire dûment habilitée.

b) Pour l'exécution d'un contrat avec l'Adhèrent ou pour prendre des mesures, à sa demande, avant de conclure un contrat

L'Assureur utilise les données à caractère personnel de l'Adhèrent pour conclure et exécuter ses contrats, et en particulier : - Evaluer les caractéristiques du risque pour déterminer une tarification ; - Gérer les réclamations et l'exécution des garanties du contrat ; - Communiquer à l'Adhèrent des informations concernant les contrats de l'Assureur ; - Accompagner l'Adhèrent et répondre à ses demandes ; - Evaluer si l'Assureur peut proposer à l'Adhèrent un contrat d'assurance et le cas échéant évaluer à quelles conditions.

c) Pour la poursuite d'un intérêt légitime

L'Assureur utilise les données à caractère personnel de l'Adhèrent dans le but de déployer et développer ses contrats d'assurance, pour améliorer sa gestion des risques et pour faire valoir ses droits, en particulier : - La preuve du paiement de la prime ou cotisation d'assurance ; - La prévention de la fraude ; - La gestion des systèmes d'information, comprenant la gestion des infrastructures (ex: plateforme partagée), ainsi que la continuité des opérations et la sécurité informatique ; - L'établissement de modèles statistiques individuels, basés sur l'analyse du nombre et de la fréquence des sinistres pour l'Assureur, par exemple dans le but d'aider à définir le score de risque d'assurance de l'Adhèrent ; - L'établissement de statistiques agrégées, de tests et de modèles pour la recherche et le développement, dans le but d'améliorer la gestion des risques ou dans le but d'améliorer les produits et services existants ou d'en créer de nouveaux ; -Le lancement de campagnes de prévention, par exemple en créant des alertes liées à la survenance de catastrophes naturelles ou d'intempéries, en cas de ralentissement sur les routes, verglas... ;

- La sensibilisation du personnel de l'Assureur par l'enregistrement des appels émis et reçus par ses centres d'appel ;

La personnalisation des offres de l'Assureur pour l'Adhèrent et de celles des autres entités de BNP Paribas à travers l'amélioration de la qualité de ses contrats d'assurance, ou la communication concernant ses contrats d'assurance en fonction de la situation de l'Adhèrent et de son profil.

Cela peut être accompli par : - La segmentation des prospects et clients de l'Assureur ; - L'analyse des habitudes et préférences de l'Adhèrent dans l'utilisation des différents canaux de communication que l'Assureur met à sa disposition (mails ou messages, visite des sites internet de l'Assureur, etc.) ; - Le partage des données de l'Adhèrent avec une autre entité de BNP Paribas en particulier si l'Adhèrent est ou va devenir un client de cette autre entité ; et - L'association des données relatives aux contrats que l'Adhèrent a déjà souscrits ou pour lesquels il a effectué un devis, avec d'autres données que l'Assureur possède sur lui (ex: l'Assureur peut identifier que l'Adhèrent a des enfants mais qu'il ne dispose pas encore de protection assurance familiale).

- L'organisation de jeux concours, loteries et campagnes promotionnelles.

Les données à caractère personnel de l'Adhèrent peuvent être regroupées au sein de statistiques anonymes qui peuvent être fournies à des entités du Groupe BNP Paribas pour les aider dans le développement de leur activité.

Dans le but de respecter les finalités susmentionnées, l'Assureur ne partage les données à caractère personnel de l'Adhèrent qu'avec les individus et les entités suivantes : - Ses employés en charge de la gestion de ses contrats ; - Ses intermédiaires et gestionnaires intervenant au contrat ; - Les co-assureurs, réassureurs et fonds de garantie ;

- Les parties intéressées au contrat telles que : - Le détenteur du contrat, le souscripteur, les parties Adhérentes et leurs représentants ; - Les cessionnaires et subrogataires de contrats ; - Les personnes responsables du sinistre, les victimes, leurs représentants et les témoins.

- Les organismes de sécurité sociale lorsqu'ils interviennent dans le cadre de demandes d'indemnisation ou lorsque l'Assureur offre des prestations complémentaires aux prestations sociales ; - Les entités du Groupe BNP Paribas, afin de faire bénéficier l'Adhèrent de l'éventail complet des produits et services du Groupe ; - Ses prestataires de services ; - Ses partenaires bancaires, commerciaux et les assurances ; - Les autorités financières et judiciaires, les arbitres et médiateurs, les agences publiques et les agences d'Etat, sur demande et selon le périmètre autorisé par la loi ; - Certaines professions réglementées telles que les professionnels de la santé, les avocats, les notaires, les administrateurs/fiduciaires et les commissaires aux comptes.

Dans le cas d'un transfert vers un pays n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen (EEE) mais dont le niveau de protection a été reconnu comme adéquat par la Commission européenne, les données à caractère personnel de l'Adhèrent seront transférées sur cette base. Un tel transfert ne nécessite pas d'autorisation spécifique.

Dans le cas d'un transfert vers un pays n'appartenant pas à l'EEE et dont le niveau de protection n'a pas été reconnu comme adéquat par la Commission européenne, l'Assureur se basera sur une dérogation applicable à cette situation spécifique (ex: si le transfert est nécessaire à l'exécution du contrat tel que le paiement international) ou sur la mise en place d'un dispositif garantissant la protection des données à caractère personnel de l'Adhèrent, tels que : - Les clauses contractuelles types approuvées par la Commission Européenne, qui garantissent un niveau de protection des données équivalent à celui d'un pays de l'EEE ; - Le cas échéant, les règles d'entreprise contraignantes (pour les transferts intra-Groupe).

Si l'Adhèrent souhaite avoir plus d'informations sur le traitement de ses données à caractère personnel réalisé par l'Assureur, il peut consulter la Notice « protection des données » disponible directement à l'adresse suivante : www.cardif.fr/data-protection-notice.

Cette Notice contient l'ensemble des informations relatives aux traitements des données à caractère personnel que l'Assureur, en tant que responsable du

traitement, doit fournir à l'Adhérent, en ce compris les catégories de données à caractère personnel traitées, leur durée de conservation ainsi que les droits de l'Adhérent à cet égard.

Outre les différents droits que l'Adhérent peut exercer conformément à la Notice « protection des données », il peut également définir des directives particulières relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de ses données à caractère personnel après son décès. Ce droit s'exerce dans les conditions fixées au sein de la Notice « protection des données » (**Section 7**).

Pour toute réclamation ou demande d'information relative au traitement des données à caractère personnel réalisé par l'Assureur, l'Adhérent peut contacter le délégué à la protection des données (DPO) de l'Assureur à l'adresse suivante en joignant une photocopie/scan de sa pièce d'identité :

BNP Paribas CARDIF - DPO

8, rue du Port, 92728 Nanterre Cedex-France, ou

group_assurance_data_protection_office@bnpparibas.com.

En cas de déclaration d'un sinistre notamment, l'Adhérent ou ses ayants-droit peu(ven)t parfois être amené(s) à transmettre à l'Assureur des données concernant son état de santé.

L'Adhérent accepte expressément que des données sur son état de santé peuvent être traitées par l'Assureur dans le seul but de permettre la gestion du contrat d'assurance.

Lors de l'adhésion du contrat, l'Adhérent peut parfois être amené à transmettre à l'Assureur des données relatives à son état de santé, par exemple lorsqu'il complète une déclaration de bonne santé, un questionnaire médical ou lorsqu'il doit réaliser des formalités médicales.

L'Adhérent accepte expressément des données sur son état de santé peuvent être traitées par l'Assureur dans le seul but de permettre la conclusion du contrat d'assurance.

Lorsque l'Adhérent complète un questionnaire de santé **par voie dématérialisée**, l'émission ou non d'une offre et les conditions de celle-ci (notamment en termes de garanties, de montant de prime et d'éventuelles formalités médicales complémentaires) sont déterminées de manière automatisée, sur la base des réponses qu'il a apportées. Des questions supplémentaires peuvent être posées à l'Adhérent afin de permettre une évaluation plus précise du risque tenant compte de son état de santé (en ce compris les maladies affectant l'Adhérent ou les accidents qu'il a subis).

En fonction des réponses de l'Adhérent, une offre d'assurance peut être émise. La prime et la couverture de cette offre d'assurance pourront être adaptées (ajout de certaines exclusions, retrait de certaines garanties).

L'Adhérent a le droit de contester ces décisions automatisées auprès d'un membre du personnel de l'Assureur qui devra tenir compte de son point de vue. Ce droit s'exerce dans les conditions fixées au sein de la Notice « protection des données » (**section 7**).

Article 20 – Inscription sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique

L'Adhérent peut s'inscrire gratuitement sur la liste nationale d'opposition au démarchage téléphonique sur le site internet www.bloctel.gouv.fr (article L.223-1 du Code de la consommation). Cette inscription entraînera l'interdiction pour tout professionnel, ou tout intermédiaire agissant pour son compte, de démarcher l'Adhérent par téléphone, sauf si cette sollicitation intervient dans le cadre de l'exécution d'un contrat en cours et qu'elle a un rapport avec l'objet de ce contrat.

Article 21 – Lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme – Respect des sanctions internationales

L'Assureur est assujéti à des obligations légales et réglementaires au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme, le gel des avoirs et la lutte contre la corruption. Ces obligations doivent être mises en œuvre avant la conclusion de l'adhésion et tout au long de la vie de l'adhésion.

Cela se traduit par l'obligation :

- d'identifier l'Adhérent et les Assurés au contrat ;

- de pratiquer un examen attentif des opérations effectuées au titre du contrat.

Pour satisfaire à ces obligations, l'Assureur peut recueillir tous éléments d'information pertinents ainsi que, le cas échéant, des pièces justificatives. L'Adhérent s'engage à fournir toutes les informations et pièces justificatives demandées. Si l'Assureur n'obtient pas les informations et pièces nécessaires, il a l'obligation de ne pas conclure l'adhésion. Par ailleurs, il est précisé que l'Assureur n'accepte aucune opération en espèces.

Sanctions internationales

En tant que filiale du Groupe BNP PARIBAS, l'Assureur respecte toutes sanctions économiques et commerciales ou mesures restrictives (interdictions et restrictions au commerce de biens, de technologies ou de services ciblés avec certains pays, mesures de gel des fonds et ressources économiques, restrictions à l'accès aux services financiers) décidées, administrées, imposées ou appliquées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union Européenne, le département américain du Trésor chargé du contrôle des avoirs étrangers (U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control - OFAC), le Département d'Etat américain (U.S. Department of State), ou toute autre autorité compétente ayant le pouvoir d'édicter de telles sanctions.